Initiatives ministérielles

Toutefois, monsieur le Président, j'ai deux ou trois brefs commentaires à faire à ce sujet. D'abord, j'appuie et je défends cette taxe. C'est exactement ce que je fais depuis trois ans.

• (1650)

Deuxièmement, quoi qu'il advienne, je suis prêt à laisser mes électeurs tirer leurs propres conclusions en ce qui concerne cette taxe, en fonction des discussions à la Chambre des communes et de la valeur réelle de cette taxe. Si mes collègues d'en face bloquent l'accès de mes électeurs à cette information, je suis prêt à attendre que la taxe entre en vigueur et qu'elle ait eu la chance de faire ses preuves, et mes électeurs pourront alors décider eux-mêmes si la taxe est bonne ou mauvaise. C'est seulement à ce moment-là que mes électeurs me jugeront, et non le député qui vient nous congratuler comme l'ancien grand premier ministre provincial.

M. MacWilliam: Adieu.

M. Reid: Très bien. Lorsque le député recommencera à donner des conseils, je serai à la Chambre et je lui enverrai des collègues.

Le président suppléant (M. Paproski): La députée de Saanich—les Îles-du-Golfe peut poser une courte question.

Mme Hunter: Monsieur le Président, j'ai eu la chance de voyager avec le député d'en face et je connais bien son sens de l'humour, comme en fait foi son discours de cet après-midi, particulièrement lorsqu'il parle de l'équité inhérente à la TPS et de la «croissance économique» qu'elle va promouvoir. Je crois que cela en dit long sur son sens de l'humour.

Nous parlons du bien-fondé relatif de la taxe sur les ventes des fabricants. Je crois qu'il a été démontré noir sur blanc à la Chambre que personne n'est en faveur de cette taxe. Il me semble qu'en mettant l'accent sur la taxe sur les ventes des fabricants, le député essaie de contourner la question centrale, c'est-à-dire la réforme fiscale.

Comment peut-il parler d'équité fiscale alors que depuis 40 ans le fardeau fiscal des sociétés s'est allégé alors que celui des particuliers s'est alourdi. En 1980, la taxe était de 69 p. 100 pour les particuliers et de 30 p. 100 pour les sociétés. Les prévisions pour 1990 indiquent 79 p. 100 pour les particuliers et 21 p. 100 pour les sociétés. Nous

parlons de justice dans le régime fiscal. Comment peut-il parler de justice quand le gouvernement propose ce genre de «réforme fiscale»?

M. Reid: Monsieur le Président, je serai bref parce que je sais que d'autres députés veulent parler de cette question. Mon collègue de Calgary est le suivant de notre côté. Je sais qu'il voudrait certainement parler des commentaires de mon collègue de Colombie-Britannique. Il appuie cette taxe, comme 26 de ses collègues.

L'objet de tout ceci est, naturellement, de remplacer la taxe sur les ventes des fabricants. Tous les partis à la Chambre estiment que cette taxe doit être remplacée. Pour régler la question de l'équité fiscale et rétablir l'équilibre, en juin 1987 le gouvernement a proposé une réforme fiscale qui a reconnu très clairement l'existence d'un problème. Les particuliers supportaient une trop grande part de la charge fiscale. La conséquence immédiate de la première phase de cette réforme fiscale a été de retirer immédiatement 3 milliards de dollars de cette charge aux particuliers pour les faire passer dans le secteur des sociétés.

En outre, cela a éliminé certaines des énormes échappatoires dont bénéficiaient les entreprises et cela a supprimé certains des abris fiscaux dont celles-ci jouissaient inutilement.

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et des commentaires est maintenant terminée. La parole est au député d'Algoma pour reprendre le débat.

M. Nystrom: Monsieur le Président, il pourrait y avoir, je pense, consentement unanime de la Chambre pour adopter une motion visant à entendre maintenant le député de Calgary-Nord-Est.

Le président suppléant (M. Paproski): La parole est au député d'Algoma pour reprendre le débat.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, je pense qu'il serait très intéressant d'entendre le député de Calgary-Nord-Est. Je suis sûr que tous les députés voudront être présents ici demain pour l'entendre.

Nous ne voudrions pas compromettre l'effet de son discours, parce qu'il proviendra d'un conservateur honnête qui écoute les gens. Ce numéro que vient de nous faire le député de St. John's-Est montre qu'il avait mani-